

PIERRE GASSELIN, SYLVIE LARDON,
CLAIRE CERDAN, SALMA LOUDIYI,
DENIS SAUTIER, COORD.

Préface de Jan Douwe van der Ploeg

NATURE ET SOCIÉTÉ

COEXISTENCE ET CONFRONTATION DES MODÈLES AGRICILES ET ALIMENTAIRES

UN NOUVEAU PARADIGME
DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ?



éditions
Quæ

COEXISTENCE ET CONFRONTATION DES MODÈLES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

UN NOUVEAU PARADIGME
DU DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL ?

PIERRE GASSELIN, SYLVIE LARDON, CLAIRE CERDAN,
SALMA LOUDIYI, DENIS SAUTIER, COORDINATEURS

AVEC L'APPUI ÉDITORIAL DE SYLVIE ZASSER

PRÉFACE DE JAN DOUWE VAN DER PLOEG

Les coordinateurs

Pierre Gasselin, géographe à INRAE (UMR Innovation, Montpellier), conduit des recherches en France et en Amérique latine sur les transformations des activités des agriculteurs ainsi que sur les conditions de leur insertion territoriale et de leur accompagnement.

Géographe à INRAE et AgroParisTech (UMR Territoires, Clermont-Ferrand), **Sylvie Lardon** est spécialiste du diagnostic prospectif participatif. Elle étudie les transformations des territoires ruraux et urbains en Méditerranée, en Argentine et au Brésil.

Claire Cerdan, géographe, chercheuse HDR au Cirad (UMR Innovation, la Réunion), travaille sur les systèmes agroalimentaires localisés et le rôle des ressources territoriales dans la recomposition des territoires en Afrique et en Amérique latine.

Salma Loudiyi, géographe, maître de conférences HDR à VetAgro Sup (UMR Territoires, Clermont-Ferrand), mène des recherches sur la construction des politiques alimentaires intégrées, en France et en Amérique du Nord.

Denis Sautier, économiste au Cirad (UMR Innovation, Montpellier), étudie les systèmes agroalimentaires localisés et les labellisations territoriales en Asie et en Afrique.

Le préfacier

Jan Douwe van der Ploeg est professeur émérite de sociologie rurale à l'université de Wageningen aux Pays-Bas et professeur associé de sociologie agricole à l'université agricole de Chine à Pékin. Il est l'auteur de nombreuses recherches concernant les processus de transition agricole et les dynamiques de développement rural.

Éditions Quæ
RD 10
78026 Versailles Cedex

www.quae.com
www.quae-open.com

© Éditions Quæ, 2021
ISBN papier : 978-2-7592-3242-0
ISBN PDF : 978-2-7592-3243-7
ISBN ePub : 978-2-7592-3244-4
ISSN : 2267-702X

■ SOMMAIRE

Remerciements	6
Préface. Un ouvrage courageux et vraiment nécessaire	7
Jan Douwe van der Ploeg	
Introduction générale. Questions, enjeux et cadre d'analyse	13
Pierre Gasselin, Sylvie Lardon, Claire Cerdan, Salma Loudiyi, Denis Sautier	

PARTIE I. SPÉCIALISATION/DIVERSIFICATION

Introduction. La spécialisation productive et territoriale : facteur de blocage ou de ressource ?	33
Pierre Gasselin, Denis Sautier	
1. De la spécialisation agro-industrielle à la pluralité de modèles au sud du Brésil	45
Claire Cerdan	
2. La fabrique des itinéraires de développement des bassins laitiers, entre modèles spécialisés et modèles diversifiés	59
Martine Napoléone, Marie Houdart, Guillaume Duteurtre	
3. L'évolution des modèles productifs agricoles permet-elle leur coexistence sur les territoires ?	73
Frédéric Wallet	

PARTIE II. INNOVATION

Introduction. L'innovation : ferment et fruit de la coexistence et de la confrontation des modèles agricoles et alimentaires	91
Pierre Gasselin	
4. La grande distribution, moteur d'hybridation et d'innovation dans les systèmes alimentaires territoriaux	105
Virginie Baritoux, Marie Houdart	
5. Coexister en Cuma : la coopération entre agriculteurs hétérogènes	119
Véronique Lucas, Pierre Gasselin	

- 6. Émergence et cloisonnement de sous-systèmes de conseil pour l'intensification écologique de l'agriculture au Burkina Faso...** 133
Aurélie Toillier, Saydou Bancé, Guy Faure

PARTIE III. ADAPTATION

- Introduction. L'adaptation : nécessité et projet dans la coexistence**..... 153
Sylvie Lardon
- 7. ProHuerta : de l'autoproduction de subsistance à l'interpellation agroécologique des géants**..... 165
Roberto Cittadini, Agnès Coiffard
- 8. Hybridation des chaînes alimentaires dans les systèmes de production périurbains : l'exemple de Pise en Italie**..... 179
Rosalia Filipini
- 9. La tradition mise en marché : valorisation des savoir-faire et de l'identité de la communauté *Faxinal Emboque* au Brésil**..... 195
Vanessa Iceri
- 10. Histoire et coexistence de modèles de développement agricole. Les cas de l'Argentine, de la France et du Brésil**..... 209
Christophe Albaladejo

PARTIE IV. TRANSITION

- Introduction. Penser les transitions par la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires : échelles, acteurs et trajectoires territoriales**..... 225
Salma Loudiyi, Claire Cerdan
- 11. Le rôle des interactions entre bio et « conventionnel » dans la transition écologique du système alimentaire territorial de l'Ardèche méridionale**..... 239
Claire Lamine
- 12. Contester et prendre soin : des formes de solidarités dans les groupements d'achats locaux** 255
Emmanuelle Cheyns, Nora Daoud
- 13. Gouverner la coexistence dans une économie « en transition » : élevage paysan et mégafermes dans le secteur laitier vietnamien** 273
Guillaume Duteurtre, Pascal Bonnet, Nathalie Hostiou, Nguyen Mai Huong, Pham Duy Khanh, Jean-Daniel Cesaro, Emmanuel Pannier
- 14. Penser la diversité des trajectoires de transition** 289
Philippe V. Baret, Clémentine Antier

PARTIE V. UN NOUVEAU PARADIGME DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ?

Introduction. Ambivalences des modèles et défi de la gouvernance territoriale de la coexistence	307
Pierre Gasselín, Sylvie Lardon, Claire Cerdan, Salma Loudiyi, Denis Sautier	
15. la coexistence comme agencement : multiplicité des modèles laitiers en Suisse	315
Jérémie Forney	
16. Néolibéralisation de la politique agricole au Japon et contradictions entre modèles agricoles	329
Kae Sekine	
17. Où va le modèle de développement des systèmes alimentaires qui a émergé à la fin du XX^e siècle ?	341
Gilles Allaire	
18. Les modèles agricoles et alimentaires : ne pas trop y croire, mais y croire quand même !	355
Ronan Le Velly	
19. Confrontation des modèles : la coexistence pour naviguer entre naïveté du consensus et violence de la polarisation	367
Patrick Caron	
20. Gouverner la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires dans les territoires : paradigme, postures, méthodes	379
Pierre Gasselín, Sylvie Lardon, Claire Cerdan, Salma Loudiyi, Denis Sautier	
Liste des auteurs	392

■ REMERCIEMENTS

Cet ouvrage présente les résultats du projet Format « Combinaison des formes d'agriculture et des systèmes alimentaires à différentes échelles territoriales : coexistence, confrontation ou hybridation des modèles ? », financé par le métaprogramme GloFoodS « Transitions pour la sécurité alimentaire mondiale » (Inra-Cirad) entre 2015 et 2017.

Il n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien et le financement du département Sciences pour l'action, les transitions, les territoires d'INRAE et du département Environnements et sociétés du Cirad, mais aussi des UMR Innovation (Montpellier) et Territoires (Clermont-Ferrand).

L'ouvrage réunit les contributions de 36 auteurs d'institutions françaises et étrangères (Argentine, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Japon, Suisse, Vietnam). Jan Douwe van der Ploeg nous a fait l'honneur d'en rédiger la préface.

Les textes ont suivi un processus d'évaluation exigeant tant sur le fond que sur la forme : chaque chapitre a été relu et corrigé au minimum quatre fois, par un expert externe compétent dans la thématique concernée, par un des coordinateurs scientifiques, par Sylvie Zasser (éditrice INRAE du département ACT) et enfin par Juliette Blanchet (relectrice-correctrice). En outre, Valérie Mary a réalisé la coordination éditoriale pour les éditions Quæ.

Nous soulignons tout particulièrement la qualité et la rigueur du suivi éditorial de Sylvie Zasser, qui a contribué à améliorer la qualité des différents textes et, sans relâche, a veillé à la bonne réalisation de cet ouvrage.

À chacune de ces institutions et de ces personnes, nous adressons de chaleureux remerciements.

Préface

UN OUVRAGE COURAGEUX ET VRAIMENT NÉCESSAIRE

Jan Douwe van der Ploeg

L'agriculture et la production alimentaire ont besoin de toute urgence d'une transition vers une configuration plus en accord avec la nature et la société. Un tel changement ne peut qu'être radical, de grande envergure, massif, global, à plusieurs échelles et multidimensionnel. Il impliquera, en particulier, un remaniement des rapports de force entre les acteurs qui est, à l'heure actuelle, difficilement concevable. La nécessité d'une telle transition a été argumentée de manière convaincante par de nombreux auteurs ; il n'est pas nécessaire de répéter ici leurs solides arguments.

Dans le même temps, une multitude de questions se pose sur les modalités possibles : comment mettre cette transition nécessaire en route ? Quels en seront les principaux mécanismes et forces motrices ? Comment les États, la société civile et les mouvements sociaux s'accorderont-ils (ou pas) autour de ce processus ? Et surtout : comment coordonner les nombreuses étapes indispensables pour réaliser des avancées majeures ? Face à tous ces questionnements, l'absence de réponses adéquates, même partielles, peut être décourageante.

La difficulté d'élaborer des réponses appropriées ne réside pas seulement dans le fait que cette transformation est encore à venir, mais aussi parce qu'il s'agit d'explorer des territoires inconnus. De plus, il existe deux autres complications, probablement liées entre elles. Premièrement, il n'y aura pas *un seul* processus de transformation, plus ou moins bien délimité. Il y aura au contraire (comme le démontre également ce livre) *plusieurs* processus de transition partiels et contrastés qui entreront dans des interrelations très complexes, probablement instables. Ces transformations partielles sont déjà en cours. Ainsi, le secteur agricole actuel évolue vers une industrialisation et un accroissement d'échelle accélérés, et subit en même temps une forme de désagrégation. Ces évolutions

coexistent avec des mouvements vers une agriculture multifonctionnelle et la repaysannisation, entendue comme une agriculture plus paysanne, comme cela se produit dans le domaine de l'agroécologie.

Effectivement, ces transitions partielles *coexistent* souvent en parallèle, tout en générant des confrontations persistantes. Et lorsque l'on étudie attentivement le niveau local (une échelle fondamentale dans les études agraires), on observe d'autres formes naissantes de trajectoires de changement. Cela conduit à souligner la deuxième grande difficulté : la direction générale du changement est difficile à prévoir. Aussi déroutants qu'aient pu être les processus historiques de transition (à l'exemple du passage des navires à voiles aux bateaux à vapeur), l'orientation générale était connue. Et, bien que cette mutation ait pu être contestée, les partisans du changement, comme ses opposants, savaient dans quelle direction soufflaient les vents. Même les « monstruosité » créées au cours de ces évolutions, telles que les bateaux à vapeur équipés de mâts et de voiles¹, ont montré la voie à suivre. C'est une différence majeure par rapport à la situation actuelle.

L'apparition simultanée de plusieurs processus de transition partiels et contrastés (voire concurrents et excluants) entraîne une hétérogénéité qui déroute et parfois submerge. Avec la coexistence, telle qu'elle est si bien décrite dans cet ouvrage, nous voyons une palette d'économies diverses et parallèles, formant un arc-en-ciel de nombreuses couleurs différentes, certaines d'entre elles miscibles et pouvant donner naissance à de nouvelles couleurs étonnantes, d'autres combinaisons devenant simplement d'un brun confus. La palette est mouvante, elle change constamment, soumise à des influences, mais nous ne savons pas qui tient les pinceaux et les couteaux à peindre. Ce que nous savons, en revanche, c'est que ce mélange chaotique est le point de départ de(s) transition(s) dont nous avons besoin. C'est à partir de là qu'il faut se débrouiller pour avancer. Cet ouvrage démontre, notamment, qu'il s'agit là d'un principe méthodologique solide : étudier le riche damier de la coexistence, ses différentes formes et expressions, certaines anciennes, d'autres nouvelles, et essayer de comprendre comment l'ensemble avance, change simultanément, et ce que nous pouvons faire pour l'améliorer.

Cette « nouvelle » coexistence, entendue comme le creuset de trajectoires de transition, en interaction et en partie conflictuelles, diffère clairement des « anciennes » formes de coexistence, comme celles des minifundia et latifundia qui se sont combinées en un ensemble

1. Le fait d'avoir à la fois des voiles et une machine à vapeur rendait ces navires beaucoup plus chers, ce qui leur a valu d'être qualifiés de « monstruosité ». Cependant, tant que l'infrastructure technologique n'était pas encore pleinement développée (avec, par exemple, la possibilité d'acquérir suffisamment de charbon dans chaque port), cette combinaison quelque peu compliquée, voire irrationnelle, était inévitable. Néanmoins, ces « monstruosité » ont très clairement indiqué l'orientation générale de la transition. On pourrait trouver quelque chose de comparable dans certaines des « hybridations » actuelles.

interdépendant en Amérique latine. Tout comme les plantations et les petites fermes autochtones d'Asie du Sud-Est, les premières ayant induit une régression structurelle des secondes. Il en va de même pour la combinaison de grandes et de petites exploitations agricoles dans toute l'Europe occidentale.

Les oppositions entre acteurs peuvent induire une réciprocité mutuelle, une hostilité ouverte, ou les deux. Il y avait, par exemple, une hostilité incontestable dans l'ensemble minifundia-latifundia, mais également une complémentarité de base, les petites fermes fournissant de la main-d'œuvre (et parfois de la nourriture) aux grandes exploitations, les propriétaires de ces dernières prenant la défense, si nécessaire, des petits exploitants (selon le modèle du patron-client). Il y avait un échange et une dépendance mutuelle, même si les termes de cette complémentarité étaient constamment contestés. Cela donnait lieu à une complémentarité négociée. En Europe, la complémentarité existait aussi (bien que les termes en aient été différents) : les petits exploitants agricoles nettoyaient les canaux d'irrigation des grandes exploitations, tandis que celles-ci secondaient les petites exploitations avec leurs tracteurs et leurs animaux de trait. Les petites exploitations étaient lentes à changer (c'était trop risqué) ; les grandes exploitations avaient le devoir moral d'innover et de transmettre les résultats à d'autres, y compris aux petites exploitations. Il va sans dire que cela ne se faisait pas sans animosité ni luttes : les armes des faibles n'étaient jamais bien loin, mais il y avait de la complémentarité dans ces « vieilles » formes de coexistence, parfois plus, parfois moins. Ainsi, la complémentarité fondait la cohérence du système global.

Cela diffère fondamentalement de la « nouvelle » coexistence à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Désormais, il existe de nombreuses contradictions qui se traduisent par un fort degré de concurrence, voire d'exclusion mutuelle. Il ne s'agit pas seulement d'une concurrence au sens néoclassique du terme, au niveau des prix. Cette concurrence se manifeste surtout par une lutte pour les ressources, par une lutte pour s'approprier les symboles les plus prometteurs (« sain », « durable », « intelligent », « fort », « optimal », etc.), aussi bien que par une lutte pour un accès privilégié aux marchés. Les luttes et les combats qui y sont associés, d'une part, sont très médiatisés par les politiques agricoles — ils se produisent même par le biais des politiques ou du fait de leur absence explicite — et, d'autre part, divisent profondément les populations agricoles, comme nous l'avons récemment constaté avec l'apparition de protestations populistes des agriculteurs.

En somme, explorer les nouvelles coexistences n'est pas une tâche facile. Cela explique probablement pourquoi la plupart des institutions de l'enseignement agronomique excellent à éviter ce thème. Dans mon pays, par exemple, il est facile de parler de « transitions ». Cependant,

toute référence à la difficile coexistence comme point de départ pour de telles transformations est évitée, de la même façon qu'est, par conséquent, masqué le caractère controversé des processus de transition. Ainsi, le changement est présenté comme la mise en œuvre, en douceur, de nouvelles réalités confortables. Cette mise en œuvre serait régie par une logique de marché et/ou de développements technologiques « inévitables ». De manière surprenante, l'État est souvent considéré comme n'ayant qu'un rôle marginal dans les transformations envisagées.

Dans ce panorama, la recherche française est une exception connue et très précieuse, tout comme cet ouvrage est un effort courageux de la part de ses contributeurs. Il reflète une orientation internationale forte des sciences agronomiques en France, leur diversité, les espaces offerts aux points de vue divergents, et la centralité des débats critiques. Consulter la liste des auteurs est un plaisir : tous ceux qui ont participé à des débats internationaux reconnaîtront plusieurs noms. Les auteurs de l'ouvrage sont des universitaires reconnus qui ont de vastes horizons et une expérience interdisciplinaire considérable.

Ce livre propose quatre dimensions théoriques qui permettent de s'interroger sur la coexistence et la confrontation de différents modèles agricoles et alimentaires. Ces dimensions sont la diversification (par opposition à la spécialisation), l'innovation, l'adaptation et la transition. Ce cadre d'exploration est ensuite appliqué à un ensemble diversifié de réalités empiriques (allant de l'Europe à l'Amérique du Sud, en passant par la Polynésie, l'Asie et l'Afrique)² et élabore, grâce à une analyse comparative minutieuse, un ensemble de réflexions très pertinentes. L'ouvrage est guidé par une hypothèse provocatrice : c'est l'hétérogénéité des systèmes agricoles et alimentaires (la « coexistence conflictuelle » dont ils sont porteurs) qui renforce leur capacité de changement radical (ce qui permet une élaboration théorique significative). Il convient de souligner que cette hypothèse contraste fortement avec les « propositions de transition » avancées par les institutions dominantes. Celles-ci ignorent pour la plupart l'hétérogénéité existant empiriquement (il s'agit, au mieux, d'un bruit sans importance), tandis qu'elles se concentrent sur des solutions situées dans (et dérivées de) un « monde qui n'existe pas encore ». Faire ainsi est facile et cela semble souvent bien poli et propre. Cet ouvrage est radicalement différent : il montre l'intérêt de ne pas avoir peur de la gadoue, des contestations, des doutes et des revers du monde réel. Il n'évite pas non plus les nombreuses disparités qui existent entre pays.

L'hypothèse principale est assortie d'hypothèses spécifiques qui se rapportent aux dimensions théoriques spécifiées. Elles évitent le

2. Cet ouvrage est composé de 25 études de cas. Certains chapitres proposent une analyse comparative de plusieurs d'entre elles.

dualisme facile et introduisent des différences d'échelle (spatiale, temporelle, sociale), des variations dans les relations de pouvoir, la dynamique des relations entre acteurs et structures, la nature changeante des interrelations entre passé, présent et futur et le rôle de médiation des politiques agricoles. Leur application dans les chapitres empiriques montre que les changements (y compris ceux qui sont partiels et inachevés) sont pleins de surprises. Les transitions ne suivent presque jamais la logique linéaire qu'impliquent les théories de la modernisation. La marginalité initiale devient parfois la source de changements profonds et radicaux, tandis que les forts et les puissants doivent souvent prendre du recul pour s'engager dans des configurations hybrides et inconfortables. Les relations réciproques de cause à effet sont plus courantes que les modèles à sens unique qui vont de causes claires à des résultats bien définis. Tout cela fait de l'exploration empirique (et théoriquement bien fondée) des transitions des systèmes agricoles et alimentaires une extraordinaire aventure intellectuelle. Cet ouvrage démontre qu'une telle aventure est loin d'être facile. Elle requiert du courage. Mais si une telle entreprise est mise en place, et si elle inclut une refonte en profondeur de concepts tels que la qualité, l'agentivité, l'innovation, etc., elle fournit les instruments qui sont vraiment nécessaires pour transformer des transitions en cours en des événements historiques réussis.

Introduction générale

QUESTIONS, ENJEUX ET CADRE D'ANALYSE

Pierre Gasselin, Sylvie Lardon, Claire Cerdan,
Salma Loudiyi, Denis Sautier

La coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires sont une thématique d'actualité dans la société et les champs politique et professionnel. Dans certains pays, comme au Brésil (Sencébé *et al.*, 2020) et dans une moindre mesure en Argentine (Albaladejo, 2020) ou au Vietnam (Duteurtre *et al.*, 2015), le développement agricole s'organise autour de modèles qui s'incarnent dans des formes sociales et techniques d'agriculture duales, les unes qualifiées de familiales ou paysannes (Bosc *et al.*, 2015), les autres d'industrielles, de firme (Purseigle *et al.*, 2017) ou d'agrobusiness. En France, l'histoire et les structures de production, d'échange, d'innovation et de régulation dessinent des modèles agricoles et alimentaires moins affirmés ou plus graduels (Deverre et Lamine, 2010 ; Hervieu et Purseigle, 2013 ; Gasselin *et al.*, 2014). Ils s'énoncent parfois à l'aune d'enjeux de développement, comme avec le droit à l'alimentation qui s'incarne dans le projet de « souveraineté alimentaire » (Rosset, 2003 ; Jarosz, 2014), ou encore le changement climatique qui donne lieu à ladite *climate-smart agriculture* (Caron, 2016 ; Karlsson *et al.*, 2018 ; Oui et Touzard, 2018 ; Taylor, 2018). Ces modèles font aussi référence à des modalités techniques (ex. : l'agriculture de conservation, l'agriculture de précision ou la permaculture) ou de mise en marché des produits (les circuits courts ou le commerce équitable, etc.), à des formes sociales d'organisation du travail et du capital (l'agriculture familiale ou l'agriculture de firme, etc.) ou à des configurations sociospatiales (ex. : l'agriculture urbaine). Ces modèles agricoles et alimentaires sous-tendent des formes d'action

publique, des structures de filières, mais aussi des configurations de développement territorial auxquelles nous prêtons une attention particulière dans cet ouvrage. Entre chacun de ces modèles se dressent des controverses sociotechniques qui structurent des alliances et des confrontations d'acteurs et d'idées.

Depuis quelques années, la recherche investit cette problématique de coexistence et de confrontation des modèles agricoles et alimentaires en France (Petit *et al.*, 2018) et à l'étranger (Argentine, Brésil, États-Unis, Pays-Bas, Japon, Belgique, etc.). Ce qui en fait un front de recherche dont les objets et les questions doivent être affinés et structurés au sein d'une communauté de recherche française et internationale, elle-même en construction. Cet ouvrage collectif est une des premières productions scientifiques collectives sur cette thématique. Il est destiné aux chercheurs, enseignants, étudiants et, plus largement, aux personnes (agents de développement, élus, journalistes, etc.) et aux institutions concernées par le développement territorial (associations, collectivités territoriales, coopératives, chambres consulaires, services de l'État, etc.).

Cette introduction précise dans un premier temps les diverses acceptions du concept de modèle agricole et alimentaire. Nous rappelons ensuite les faits marquants de la différenciation des modèles agricoles et alimentaires depuis la Seconde Guerre mondiale, qui justifie l'intérêt porté à leur coexistence et confrontation. Puis nous caractérisons les éléments majeurs des situations de coexistence de modèles étudiées dans cet ouvrage. Nous présentons enfin les enjeux scientifiques et de développement, suivis par la problématique et le cadre d'analyse autour desquels s'organise cet ouvrage.

LE MODÈLE : ARCHÉTYPE ANALYTIQUE, FUTUR DÉSIRÉ OU NORME POUR L'ACTION

Les formes sociotechniques¹ et socio-écologiques² observées dans l'agriculture et l'alimentation s'écartent souvent de ce que l'on nomme « modèles », lesquels sont des représentations abstraites, schématiques et simplifiées que des acteurs (chercheurs, conseillers agricoles, syndicalistes, élus politiques, etc.) se font d'une réalité complexe. La littérature scientifique mobilise trois acceptions du concept de modèle agricole ou alimentaire³. D'abord, les chercheurs et les experts

1. Les formes sociotechniques couplent des représentations, décisions et pratiques humaines à des entités biotechniques (Bijker, 1997).

2. Les formes socio-écologiques désignent la manière dont les dimensions écologiques interagissent avec les dynamiques sociotechniques (Holling, 2001).

3. Nous ne considérons pas ici les modèles définis comme des formalismes mathématiques mettant en relation des variables intégrées dans des équations explicatives descriptives, normatives ou prédictives qui traitent de l'alimentation et/ou de l'agriculture.

construisent des modèles en tant qu'archétypes d'une réalité observée aujourd'hui ou dans le passé afin de caractériser sa diversité et de faciliter sa compréhension pour une action transformative. Ces modèles sont souvent décrits sous les termes de régimes (Wiskerke et van der Ploeg, 2004 ; McMichael, 2009), de référentiels (Muller, 1990 ; Gisclard et Allaire, 2012), de styles (van der Ploeg, 2010 ; 2012) ou de systèmes agricoles (Plumecocq *et al.*, 2018), alimentaires (Sobal *et al.*, 1998 ; Fournier et Touzard, 2014), sociotechniques (Geels, 2010 ; Darnhofer, 2015), etc. Mais un modèle agricole et alimentaire peut aussi être un futur désiré que des acteurs réclament, à l'exemple de l'agriculture paysanne revendiquée par le syndicalisme agricole ou de l'alter-consommation promue par des associations comme Slow Food⁴. Enfin, un modèle est parfois défini comme un ensemble de normes pour l'action dans un processus de certification et d'évaluation, comme l'agriculture biologique ou l'alimentation halal ou casher. Certains chercheurs utilisent le concept de modèle agricole ou alimentaire en combinant les trois acceptions (Albaladejo, 2020). Cependant, le concept de modèle comporte, d'une part, une dimension analytique et, d'autre part, une dimension normative que les acteurs se donnent pour penser et agir. Ces deux facettes sont en tension et doivent être explicitées, par exemple pour montrer que l'agriculture paysanne de Mendras (1967), archétype analytique, n'est pas l'agriculture paysanne de la Confédération paysanne, laquelle représente un futur désiré. Comme nous le verrons plus loin, un modèle agricole et alimentaire renvoie à une cohérence globale des rapports que l'homme établit avec l'activité, la nature, la technique, la connaissance, l'État, le marché et le territoire (Gasselin, 2019). En outre, le concept de modèle suppose qu'un ensemble d'acteurs bâtit un consensus minimal pour en faire une référence collective, à défendre ou à critiquer.

DIFFÉRENCIATION ET DIVERSITÉ DES MODÈLES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Pourquoi s'intéresser à la coexistence et à la confrontation des modèles agricoles et alimentaires dans les territoires ? La première raison est qu'après plusieurs décennies de politiques publiques qui tendaient à les homogénéiser, force est de constater que ces modèles se diversifient. En effet, la globalisation n'a pas uniformisé les modèles agricoles et alimentaires dans les territoires, en dépit de leur circulation au travers de la planète, par exemple lors de la Révolution verte (Pingali, 2012),

4. Mouvement international qui vise à sensibiliser les citoyens à l'écogastronomie et à la consommation responsable, en réaction à la restauration rapide.

de l'industrialisation⁵ de la production, de la transformation et de la distribution alimentaire, ou encore dans l'affirmation de l'agroécologie comme un horizon partagé (Pimbert, 2018).

Les principaux déterminants de la différenciation des modèles agricoles et alimentaires sont connus (McMichael, 2009 ; Hervieu et Purseigle, 2011 ; IPES-Food, 2016 ; Allaire et Daviron, 2017 ; Gaitán-Cremaschi *et al.*, 2019). Il s'agit, dans un premier temps, de l'intensification massive des flux de marchandises et de capitaux, et de transformations techniques majeures, en particulier celles qui reposent sur de nouveaux régimes de sélection génétique (variétés fixes, OGM, etc.), sur l'usage d'intrants chimiques et sur l'emploi d'énergies fossiles (Daviron, 2019). L'urbanisation, la concentration des structures de production, de transformation et de distribution et les nouvelles demandes alimentaires, soutenues par des politiques publiques favorables aux échanges internationaux et à la baisse des prix de l'alimentation, ont également favorisé l'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation. Celle-ci consiste en la production d'aliments à prix réduit et de qualité standardisée pour des marchés de masse, en mobilisant des intrants eux-mêmes industriels et s'appuyant sur des économies d'échelle et des processus de spécialisation agricole régionale. Cette industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation est globale à l'échelle de la planète et dominante au regard des quantités produites et des rapports de force entre acteurs des systèmes alimentaires. Cependant, elle n'a pas effacé certaines formes paysannes et artisanales qui se sont transformées, ni empêché l'apparition de nouvelles formes d'agriculture et d'alimentation telles que la permaculture ou la *slow food* (Hervieu et Purseigle, 2015).

Cette industrialisation montre ses limites à de nombreux égards (IPES-Food, 2016). Malgré la croissance de la production alimentaire par habitant et la forte productivité du travail, le système alimentaire industriel génère de nombreuses problématiques environnementales

5. La définition de l'industrialisation de l'agriculture renvoie souvent à celle de l'agriculture conventionnelle (Bernard de Raymond et Goulet, 2014 ; Galliano *et al.*, 2017). Les historiens (Malassis, 1997 ; Mazoyer et Roudart, 1997 ; Daviron, 2019) resituent l'agriculture industrielle dans le grand mouvement de l'industrialisation des économies avec l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables (houille pour la machine à vapeur, puis plus tard pétrole et phosphates). Ainsi, les agricultures qui fondent leurs itinéraires techniques sur des fertilisants, des produits phytosanitaires, une forte motomécanisation et des sources d'énergie non renouvelables sont industrielles, même si le travail est familial. Une autre perspective qualifie d'industrielles les agricultures qui sont au service de l'agro-industrie, quelles que soient les formes de contractualisation qui les lient (coopérativisme, intégration verticale, etc.). Dans ce cas, le caractère industriel renvoie à la nature et à la structure de la filière aval, aux formes d'organisation du travail et du capital des entreprises de transformation, distribution et restauration. Le caractère industriel peut aussi renvoyer à l'idée que les entreprises agricoles fondent leur logique technico-économique sur les économies d'échelle (division du travail, spécialisation des tâches, production standardisée et fabrication en grande série). Cette organisation de la production vise à maximiser la productivité du travail et se traduit par des unités de production de grande échelle.

(pollutions des sols, des eaux et de l'air, gaz à effet de serre, érosion des sols, perte de la biodiversité domestique et sauvage, adventices résistantes aux bioagresseurs, déforestation, etc.), spatiales (augmentation des surfaces cultivées, accaparement foncier, etc.), économiques (pauvreté, réduction de l'offre d'emploi, revenus précaires, dépendance et coût des intrants chimiques, volatilité des prix des intrants et des produits, etc.), sociales (faim et malnutrition, atteinte aux droits de l'homme et des travailleurs, conflits fonciers, perte de savoir et de savoir-faire, souffrances animales, etc.) et sanitaires (producteurs exposés aux pesticides, consommateurs soumis aux pollutions, zoonoses, maladies non transmissibles d'origine alimentaire, etc.). Par ses externalités négatives, le système alimentaire industriel compromet la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la viabilité des écosystèmes, la justice sociale et les réponses au changement climatique. En outre, ce système alimentaire industriel montre une forte vulnérabilité, notamment du fait de l'uniformité génétique des monocultures et de l'élevage et de la faible autonomie productive et alimentaire de certaines régions (Fraser *et al.*, 2005 ; Hodbod et Eakin, 2015 ; Urruty *et al.*, 2016).

Pour répondre à ces défaillances de la « modernisation » et à de nouveaux enjeux de développement, un florilège de propositions voit le jour depuis la recherche, la pratique, les mouvements sociaux et les politiques publiques (Deverre et Lamine, 2010 ; Horlings et Marsden, 2011 ; van der Ploeg et Ventura, 2014 ; Caron *et al.*, 2018 ; van der Ploeg, 2018 ; Gaitán-Cremaschi *et al.*, 2019 ; HLPE, 2019). Ces « alternatives » sont longtemps restées marginalisées, aussi bien dans les sciences, les politiques publiques, les médias, que dans les mondes professionnels et les marchés. Cependant, l'histoire contemporaine est marquée par une succession de crises alimentaires, environnementales, climatiques et sanitaires qui ne cesse de montrer l'urgence d'apporter des réponses aux défaillances des systèmes alimentaires industriels. Progressivement, certains modèles « alternatifs »⁶ gagnent en reconnaissance : l'agriculture biologique, l'agroécologie, l'alimentation locale, le véganisme, etc. Ils sont aujourd'hui tolérés et parfois même promus pour répondre aux limites des modèles conventionnels et faire face à de nouveaux enjeux (sanitaires, environnementaux, alimentaires, démographiques, etc.) (Beus et Dunlap, 1990). Cette requalification positive de l'alternatif s'affirme depuis les années 1990 dans un *quality turn* par lequel surgissent de nouvelles qualifications en agriculture et dans l'alimentation (biologique, commerce équitable, indications géographiques,

6. Le concept d'alternatif n'est pas stabilisé. Il renvoie à l'existence d'un mouvement social engagé dans un conflit politique (Pelenc *et al.*, 2019) ou dans des revendications de justice, au projet des acteurs (Le Velly, 2015), à des niches d'innovation en marge du système socio-technique hérité de l'histoire, à la faible institutionnalisation, à la marginalité (sociale, économique, spatiale, etc.), etc.

véganes, etc.) (Goodman 2003). Ces modèles d'agriculture et d'alimentation, parfois hérités de révolutions agricoles (Mazoyer et Roudart, 1997 ; Regnault *et al.*, 2012), sont souvent examinés de façon duale dans une opposition binaire au modèle dont ils se démarquent (conventionnel vs alternatif, agro-industriel vs paysan, OGM vs non-OGM, moderne vs traditionnel, latifundium vs minifundium, etc.). Cependant, ce dualisme masque la grande diversité des modèles agricoles et alimentaires, et leurs interactions dans les territoires que nous révélons dans cet ouvrage.

DES ENJEUX SCIENTIFIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Ainsi, les chercheurs, les institutions statistiques et les acteurs du développement s'attachent de longue date à caractériser la différenciation et la diversité des formes d'agriculture et d'alimentation (Chayanov, 2019 [1927] ; Colson, 1986 ; Mazoyer et Roudart, 1997). Certains analysent les divers courants de pensée théorique qui jalonnent cette épaisse collection de travaux (Hervieu et Purseigle, 2013 ; van der Ploeg, 2018). Dans la continuité, les comparaisons des performances des modèles agricoles et alimentaires ne manquent pas (Seufert *et al.*, 2012 ; Dumont et Baret, 2017 ; Muller *et al.*, 2017), laissant place à une large diversité de postures et de méthodes, qu'elles soient multicritères, multi-échelles, de scénarisation, modélisatrices, de méta-analyses et/ou participatives (Binder *et al.*, 2010 ; Talukder et Blay-Palmer, 2017). En revanche, les travaux qui questionnent les conditions et les effets des interactions entre les acteurs et les systèmes de différents modèles agricoles sont plus rares⁷. Pourtant, l'histoire récente nous enseigne que l'hétérogénéité de nos mondes agricoles et alimentaires⁸ et leur interconnectivité nous obligent à analyser et à gouverner des situations de coexistence et de confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Les principales recherches portaient jusqu'à présent sur la coexistence des agricultures OGM et non-OGM (Jank *et al.*, 2006 ; Hubbard et Hassanein, 2013 ; Kalaitzandonakes *et al.*, 2016), essentiellement autour de questions biotechniques et écologiques. Cependant, de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales se sont récemment engagés sur les problématiques de coexistence des modèles agricoles et alimentaires (Deléage et Sabin, 2012 ; Hervieu et Purseigle, 2015 ; Albaladejo, 2016 ; Loring, 2016 ; Goulet et Giordano, 2017 ; Cayre *et al.*, 2018 ; Chia

7. Nous ne présentons pas dans cet ouvrage une revue systématique de littérature sur la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires.

8. Hétérogénéité de l'accès aux ressources et aux richesses, des pratiques et des projets d'acteurs, des régulations sociopolitiques et économiques, etc. (Jollivet et Lepart, 1992 ; van der Ploeg et Ventura, 2014).